IL PERMETTRA DE BOOSTER LA TRANSPLANTATION RÉNALE

L'Institut du rein sera opérationnel en juillet

La transplantation rénale accuse un retard important selon le professeur Rayane qui mettra encore une fois l'accent sur l'absence de dons et de possibilités de prélèvements d'organes sur des personnes décédées.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le professeur en néphrologie, Rayane Tahar 1,5 million d'Algériens souffrent d'une maladie rénale chronique et la plupart d'entre eux présentent une insuffisance rénale.

Pour le spécialiste, il s'agit d'une pathologie coûteuse, d'autant qu'il y a 16 000 patients dialysés. Toutefois, les spécialistes s'inquiètent parce que parmi le nombre important de personnes atteintes, 50% ignorent leur pathologie du fait qu'ils n'ont jamais fait de bilan dans le but de se faire dépister. «Le dépistage est primordial même si on ne peut pas le faire à tous les Algériens. Il est donc primordial de cibler la population à risque ; il s'agit notamment des diabétiques, des hypertendus ou des personnes ayant été atteintes de maladies rénales qui doivent faire un bilan annuel», a expliqué le spécialiste. Il dira ainsi que lors de la Journée mondiale du rein et à partir du 14 mars prochain, les laboratoires sont sollicités pour faire un bilan rénal gratuit. Ceci d'autant qu'il s'agit d'une maladie silencieuse, a-t-il précisé.

Ainsi, 460 Algériens sur un million de personnes ont une insuffisance rénale terminale traitée, ceci alors qu'il existe 300 centres d'hémodialyse.

En 2013, très peu d'Algériens n'ont pas accès au traitement parce qu'il y a une décentralisation des centres de traitement, ont précisé les intervenants notant qu'il y a 70% de prises en charge de l'insuffisance rénale chronique. Le problème réside toutefois dans la greffe rénale. Depuis le début des interventions de greffes dans les années 1980, 950 greffes ont été réalisées tandis que les spécialistes espèrent arriver à 1 000 greffes, alors que 1 500 Algériens vivent avec un rein greffé, ayant bénéficié de cette transplantation aussi bien en Algérie qu'à l'étranger.

La liste d'attente est toutefois longue pour une éventuelle greffe, à cause de la rareté des dons et des prélèvements sur des personnes décédées. Actuellement, annonce le professeur Rayane, il y a une liste d'attente virtuelle de 7 000 personnes. Ces dernières sont jeunes dialysées et n'ont pas de donneurs. «A Blida, nous avons commencé à faire une liste d'attente en vue de prélever par la suite, des organes sur des personnes décédées. Nous avons 200 personnes sur cette liste dans la région de Blida. Nous n'avons pas le droit de faire des listes alors que nous n'avons pas de donneurs, ceci d'autant qu'il y a eu 10 greffes seulement depuis l'année 85, grâce à des prélèvements sur des personnes mortes cliniquement. Ceci alors que nous n'avons réalisé aucune greffe depuis deux ans», a déclaré le professeur Rayane.

Photo : Samir Sid

460 Algériens sur un million ont une insuffisance rénale.

Il annoncera aussi qu'en vue d'encourager les familles des personnes décédées à accepter un prélèvement d'organes, une coordination a été créée en vue d'accueillir ces familles dans les meilleures conditions pour les sensibiliser sur l'importance du don.

Cet espace est important selon le professeur par rapport à la situation délicate que vivent les familles en cas de perte d'un proche, ceci d'autant qu'il n'y a pas de sensibilisation au don d'organes.

Toutefois et selon l'intervenant, l'Institut du rein en voie de réalisation à Blida, d'une capacité de 200 lits sera opérationnel dans six mois et permettra de booster la transplantation rénale.

Pour sa part, le professeur Benabadji du service néphrologie du CHU de Beni Messous, a insisté sur l'importance de la prévention et mettra en évidence, les obstacles qui entravent l'avancée des opérations de transplantation rénale. Il annoncera aussi 4 000 nouveaux patients par an en Algérie, alors que 30% des diabétiques feront une insuffisance rénale chronique. Les spécialistes noteront enfin qu'en dépit de tous les efforts, le don d'organes n'est pas devenu une cause nationale.

F.-Z. B.

RECHERCHES DÉDIÉES AU DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Université des Nations unies lance un think tank à Alger

L'Université des Nations unies (UNU), branche universitaire émérite de l'Organisation des Nations unies, lance la création de l'Institut de recherche d'Alger pour le développement durable de l'Afrique (IRADDA).

Projetée voilà quelques années et objet de négociations longues, la fondation de cet institut a été enfin impulsée hier par la signature d'un mémorandum d'entente sous l'égide du recteur de l'UNU et sous-secrétaire général des Nations unies, le professeur Konrad Osterwalder, et le président du Conseil national économique et social (CNES), Mohamed Seghir Babès. L'IRADDA constitue un «démembrement» de l'UNU pour paraphraser le président du CNES et sera à terme, jumelé avec un autre institut similaire implanté dans un pays développé, outre des «correspondances» avec d'autres établissements d'enseignement ou de recherche nationaux. A vocation de think tank, un pôle de réflexion et un espace de diffusion du savoir, l'IRADDA sera dédié à la recherche universitaire «globale, holistique» selon Mohamed Babès, sur les problématiques mondiales cruciales en matière de développement durable, un espace d'intermédiation entre la communauté universitaire nationale et internationale, l'ONU et les institutions de gouvernance en Algérie. Cet institut sera autonome même s'il bénéficiera d'un financement du gouvernement algérien mais aussi d'apports d'institutions internationales et autres bailleurs ainsi que du grand public. Notons que les modalités d'ordre administratif, pédagogique et financier devraient être définies fin avril prochain à Tokyo, lors d'une réunion où l'accord de siège de l'institut sera signé définitivement. De même, l'IRADDA sera autonome du point de vue pédagogique, ouvert aux chercheurs, enseignants et étudiants sur concours. Il devrait être opérationnel en termes de délivrance de diplômes sanctionnant les cycles master et doctorat d'ici deux à trois ans, selon les prévisions du professeur Konrad Osterwalder, soucieux de «haute qualité». Quant au choix de la capitale algérienne pour abriter cet institut, l'officiel onusien n'a pas manqué de mettre en avant la «capacité» financière ainsi que «la stabilité politique» dont bénéficie l'Algérie, ainsi que les progrès importants qui y ont été réalisés en termes de développement du système éducatif.

Le choix de l'Algérie permettra de conforter la présence arabe et africaine au sein des instances de l'UNU, le recteur de l'UNU mettant en avant «l'internationalisation» de cette université, voulue comme un espace d'expression «d'opinions neutres et davantage objectives».

Chérif Bennaceur

ÉVALUATION DU SYSTÈME ÉDUCATIF

La Fédération des parents d'élèves en attend beaucoup

Beaucoup d'attentes chez les parents d'élèves. La Fédération regroupant les associations des parents d'élèves espère beaucoup des consultations autour de la réforme du système éducatif. Elle appelle à un débat de fond.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Les consultations en cours autour de «la réforme de la réforme» font entrevoir une lueur d'espoir aux parents d'élèves. Hadj Delloula, le président de la Fédération des associations de parents d'élèves qui était hier l'invité de la rédaction de la Chaîne III, a affirmé attendre «énormément» des consultations élargies, qualifiant cette halte d'«historique» car, dit-il, c'est la première fois que l'ensemble des intervenants sont sollicités pour avis, y compris les élèves. Hadj Delloula, qui préfère parler d'anomalies plutôt que de dysfonctionnements, rappelle que la fédération qu'il préside avait, au moment du lancement de la réforme, participé au débat en transmettant à la commission Benzaghou un rapport intitulé «vision des parents d'élèves» dans lequel des propositions avaient été faites. La Fédération des parents d'élèves a placé en tête de ses préoccupations, l'allégement du temps horaires et des programmes, les infrastructures scolaires, la surcharge des classes, le manque d'enseignants dans certaines spécialités, les cantines scolaires, la santé en milieu scolaire, les manuels et la lourdeur du cartable.

La lourdeur des cartables, une des premières préoccupations des parents.

La fédération propose pour l'allégement des cartables, l'établissement de doubles exemplaires des livres, l'impression d'un manuel par trimestre pour chacune des matières et idéalement aller vers le cartable numérique. L'idée de l'introduction de cette dernière avait été soumise au ministre de l'Education qui s'est dit favorable à cette option à condition de le faire à titre expérimental et de trouver le bon fournisseur. L'allégement des programmes fait également partie des priorités.

Hadj Delloula affirme que le ministère de l'Education compte ouvrir le dossier pour cibler les anomalies. Il propose de raccourcir le programme en se concentrant sur les matières les plus importantes. Tout ce qui est superflu, dit-il, doit être supprimé.

En termes de volume horaire, l'invité de la Chaîne III estime que les élèves doivent avoir davantage de temps libre à condition que d'autres ministères comme celui de la culture prenne le relais pour permettre aux élèves de s'épanouir en dehors du circuit scolaire.

La déperdition scolaire inquiète la fédération autant que l'échec scolaire pour lesquels elle préconise de créer de véritables ponts entre l'école et la formation professionnelle.

N. I.